

[Texte]

Just how much consultation did the department do internally with these individuals before this bill was introduced? If there was any, would it not be appropriate to find out what their views were? We are going to hear from perhaps not all of them, but the majority of them, in the next few weeks, Mr. Chairman.

Mr. Mosley: Ms Campbell's predecessor, Mr. Lewis, began an extensive round of consultations in the spring of 1989. This was continued through the fall. Mr. Lewis and the departmental officials met with the Shooting Federation of Canada, one of the major umbrella groups in the country; the Canadian Wildlife Federation, which has a large membership of firearms users; the Safeguard organization, the umbrella group formed to represent the interests of the firearms community, particularly the collectors of the type of military hardware you have seen tonight; the Canadian Sporting Arms and Ammunition Association; the Dominion of Canada Rifle Association; and the National Firearms Association.

• 1735

In addition to those formal meetings where the minister sat down with the representatives of these groups, my colleagues and I made ourselves available to meet with any representative of a firearms organization who wanted to talk about these issues with us and to join us in Ottawa. A number of them accepted that invitation. They came forward; we had these discussions.

In addition to the firearms community, there have been extensive consultations over the years with the provincial officials responsible for law enforcement, primarily the enforcement of the Criminal Code in this country.

Both the Chief Provincial/Territorial Firearms Officers and those in the ministries of the Attorney General who handle the enforcement, and with the Canadian Association of Chiefs of Police... the Canadian Bar Association, which adopted a position on firearms control at its last mid-winter meeting. The resolution was adopted almost unanimously, I believe. I understand they hope to make representation to you.

The consultations were extensive. Mr. Lewis, for example, sat down with a group of citizens in his own constituency in a public meeting. A large number of people came out and talked about the concerns they had. Then Minister Campbell met with the students of École Polytechnique in Montreal to gain their concerns immediately prior to the introduction of the legislation.

With respect to those who have given you that perception, we are of the view that it is inaccurate. There was extensive consultation. Every opportunity was made available for these groups to make their views known on the key elements of the package.

Mr. Fee: Could I ask if they were given the opportunity to comment?

[Traduction]

J'aimerais savoir jusqu'à quel point ces gens ont été consultés par le ministère avant le dépôt du projet de loi. S'il y a eu des consultations, ne serait-il pas approprié de leur demander leur point de vue? Nous allons entendre beaucoup de représentants de ce secteur, peut-être pas tous, mais la plupart, au cours des prochaines semaines, monsieur le président.

M. Mosley: Le prédécesseur de M^{me} Campbell, M. Lewis, a entrepris toute une série de consultations au printemps 1989. Elles se sont poursuivies jusqu'à l'automne. M. Lewis et les fonctionnaires du ministère ont rencontré des représentants de la Fédération de tir du Canada, un des principaux groupes de coordination du pays, de la Fédération canadienne de la faune, qui compte de nombreux utilisateurs d'armes à feu, de l'organisation Safeguard, groupe de coordination formé pour représenter les intérêts des propriétaires d'arme à feu, et en particulier des collectionneurs d'armes militaires comme celles que vous avez vues ici ce soir, de l'Association de l'industrie canadienne des munitions et armes sportives, de l'Association de tir dominion du Canada et de l'Association nationale des armes à feu.

Outre ces rencontres officielles, pendant lesquelles le ministre a discuté avec les représentants de ces groupes, mes collègues et moi-même nous sommes mis à la disposition des représentants de toutes les organisations de propriétaires d'arme à feu qui souhaitaient discuter de ces questions et nous les avons invités à venir nous rencontrer à Ottawa. Un certain nombre d'entre eux ont accepté cette invitation. Ils sont venus, et nous avons discuté.

Il y a également eu des consultations approfondies depuis quelques années avec les fonctionnaires provinciaux responsables de l'application de la loi, en particulier de l'application du Code criminel.

Nous avons consulté les chefs provinciaux et territoriaux des proposés aux armes à feu, les fonctionnaires des ministères provinciaux du Procureur général, qui s'occupent de l'application de la loi, l'Association canadienne des chefs de police et l'Association du barreau canadien, qui a adopté une position officielle sur le contrôle des armes à feu au cours de sa dernière réunion, au milieu de l'hiver. Cette résolution a été adoptée presque à l'unanimité, si je me souviens bien. On m'a dit que cette association espérait d'ailleurs vous faire ses représentations.

Il y a donc eu beaucoup de consultations. Par exemple, M. Lewis a rencontré un groupe de citoyens de sa propre circonscription au cours d'une séance publique. Beaucoup de gens y sont allés et lui ont fait part de leurs préoccupations. Ensuite, le ministre Campbell a rencontré les étudiants de l'École polytechnique de Montréal pour connaître leur point de vue, tout de suite avant le dépôt du projet de loi.

Ces qui vous ont donné cette impression vous ont induit en erreur, à mon avis. Il y a eu beaucoup de consultations. Ces groupes ont eu amplement la possibilité de faire connaître leur point de vue sur les principaux éléments des propositions.

M. Fee: Puis-je savoir s'ils ont eu aussi l'occasion de commenter le projet de loi?